

mais bien que le premier indique une meilleure manière d'assurer la paix.

92. D'autre part, on a fait valoir que la seule chose qui assurerait la paix serait un pacte entre les cinq grandes Puissances. Là aussi, il est exact — à tout le moins pendant toute la période pour laquelle on peut raisonnablement faire des prévisions — que, si les cinq Puissances énumérées dans le projet de résolution de l'URSS n'entrent pas en conflit armé, la paix pourra être préservée et le sera. Dans ce sens, peut-être un pacte entre les cinq Puissances pour le maintien de la paix pourrait-il constituer une indication qu'elles ont l'intention de maintenir la paix. Rien n'oblige toutefois à limiter ce pacte aux cinq Puissances. Que toutes les Puissances, grandes et petites, réaffirment leur résolution de s'acquitter pleinement des obligations qu'elles ont assumées aux termes de la Charte.

93. Il serait bon que l'Assemblée se souvint que l'Organisation des Nations Unies a été constituée parce que les peuples des Nations Unies étaient résolus "à préserver les générations futures du fléau de la guerre", ce qui est l'objet même des deux projets de résolution. La déclaration solennelle du préambule de la Charte constitue un pacte auquel tous les Etats Membres ont déjà adhéré.

Que tous réaffirment que tel est le pacte qu'ils ont conclu. Les pactes, après tout, ne servent qu'à rappeler leurs signataires au sentiment de leur devoir. Ils ne sont qu'un moyen, non une fin. L'histoire est pleine d'exemples de pactes — pactes de non-agression, pactes contre la guerre — qui n'ont servi qu'à masquer l'agression.

94. La vérité est exprimée à cet égard avec concision par le proverbe du Pendjab qui dit: "Ce n'est pas le pèlerinage à La Mecque qui purifie le cœur; c'est la pureté du cœur qui donne sa valeur au pèlerinage".

95. Il appartient donc à tous les Etats Membres d'apporter ce qui nous manque: la pureté et la sincérité des motifs et des intentions. Si tous sont résolus à s'acquitter intégralement des obligations assumées en vertu des pactes qu'ils ont conclus, il ne sera besoin d'aucun autre pacte, d'aucune autre résolution. S'ils ne sont pas prêts à le faire, tous les pactes et toutes les résolutions ne suffiront pas. Il est inutile que chaque Etat Membre décide que tous les autres Etats Membres doivent s'acquitter de leurs obligations; chaque nation doit décider de s'acquitter intégralement de ses propres obligations.

La séance est levée à 13 h. 10.

## DEUX CENT SOIXANTIEME SEANCE PLENIERE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le mercredi 30 novembre 1949, à 15 heures.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

### Condamnation des préparatifs en vue d'une nouvelle guerre et conclusion d'un pacte à cinq pour le renforcement de la paix; rapport de la Première Commission (A/1150) (suite)

1. M. STOLK (Venezuela) déclare que, en raison des arguments avancés par le représentant de l'URSS à la Première Commission, la délégation de son pays tient à préciser le point de vue qu'elle avait elle-même précédemment exposé à cette commission<sup>1</sup>.

2. Le représentant de l'Union soviétique a dit que la délégation du Venezuela s'opposait à ce que le pacte pour le renforcement de la paix fût adopté avant que l'on en connût les clauses, et cela afin d'éviter d'étudier la proposition au fond. Le représentant de l'URSS a ensuite exposé les buts pacifiques de ce pacte. La délégation du Venezuela avait rappelé quelques faits qui montrent que les grandes Puissances, depuis la fin de la guerre et la création de l'Organisation des Nations Unies, n'ont pas réussi à résoudre entre elles les grands problèmes politiques. Le représentant du Venezuela a ajouté qu'il serait bon de connaître le texte du pacte proposé par l'Union soviétique afin de déterminer la mesure dans laquelle il est conforme à la Charte et les chances qu'il a de recueillir l'approbation des grandes Puissances.

3. Mains événements récents ont amené la délégation du Venezuela à n'être guère optimiste quant à la possibilité d'un accord entre les grandes Puissances au sujet du pacte proposé par l'URSS; l'exposé du représentant de ce pays n'a fait qu'accentuer le pessimisme de la délégation du Venezuela. Si l'Assemblée générale recommandait la conclusion de ce pacte, la délégation de l'Union soviétique insisterait, par exemple, pour que fût dénoncé le Traité de l'Atlantique nord, et les délégations des Puissances occidentales voudraient peut-être que le texte du pacte reprenne le texte du projet commun de résolution des Etats-Unis et du Royaume-Uni adopté par la Première Commission concernant les éléments essentiels de la paix, à laquelle s'opposent l'URSS et les Etats qui la soutiennent. La mésentente entre les Puissances persisterait.

4. La délégation du Venezuela a déclaré qu'il n'y avait, à son avis, pas de gouvernement ni de peuple qui désirât fomenter une guerre ouverte d'agression et que, notamment, elle ne concevait pas ni ne pouvait admettre que les Gouvernements mis nommément en cause eussent de telles intentions.

5. Le représentant de l'Union soviétique a également reproché à la délégation du Venezuela d'avoir déclaré que, même si le pacte proposé venait à être conclu, le désaccord entre les grandes Puissances ne cesserait pas pour autant. Il a ajouté que, si son Gouvernement souhaitait que les membres permanents du Conseil de sécurité adhèrent au pacte, c'est précisément pour résoudre les différends qui les séparent, et qu'il ne voyait

<sup>1</sup> Pour la discussion sur ce sujet à la Première Commission, voir les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Première Commission, 325ème à 337ème séances.

pas en quoi ce pacte pourrait constituer un obstacle au règlement de ces différends. La délégation du Venezuela a soutenu que le règlement des différends qui séparent les grandes Puissances doit précéder la conclusion d'un pacte entre ces Puissances, et a affirmé, de plus, que c'est la Charte des Nations Unies qui est l'instrument international le plus propre à favoriser la collaboration entre tous les Etats Membres de l'Organisation.

6. La tension internationale est due à une méfiance réciproque, accrue par le désaccord qui existe entre les grandes Puissances. Si ces dernières — contre toute attente — parvenaient à se mettre d'accord sur le texte du pacte, le désaccord n'en subsisterait pas moins. Et si — comme il arriverait certainement — elles ne parvenaient pas à se mettre d'accord, un nouveau motif de désaccord s'ajouterait aux anciens. La Charte, au contraire, constitue la meilleure des bases pour la collaboration internationale.

7. Aussi, la délégation du Venezuela a-t-elle estimé à la Première Commission — et elle persiste à estimer — qu'il est nécessaire, avant de conclure un pacte, de résoudre le désaccord en question par le moyen des recours qu'offre la Charte. Voilà pourquoi la délégation du Venezuela appuie le projet de résolution que la Première Commission a recommandé à l'Assemblée générale.

8. A ce propos, la délégation du Venezuela tient à répéter qu'elle souhaite l'entière collaboration de tous les Etats Membres, ainsi que le prouve son action au sein de l'Organisation. L'une de ses plus récentes initiatives en ce sens est le projet de résolution qu'elle a présenté à la Commission politique spéciale<sup>1</sup> lors de la discussion sur la reconduction de la Commission intérimaire, proposant, conformément au vœu de plusieurs autres délégations, la création d'une sous-commission chargée d'examiner quels pouvoirs pourraient être conférés à un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, pour obtenir la participation de tous les Membres de l'Organisation aux travaux dudit organe pendant l'intervalle entre les sessions de l'Assemblée. Mais cette initiative s'est heurtée à la ferme opposition d'un groupe d'Etats, bien que ce projet représentât une concession, que plusieurs membres de la majorité étaient disposés à faire à la minorité constituée par ce groupe d'Etats<sup>2</sup>.

9. On ne saurait nier que les consultations entre les grandes Puissances ne soient utiles pour préciser sur quoi portent exactement leurs divergences, mais l'expérience semble montrer que ces consultations ne suffisent pas seules à assurer l'accord complet qui permettrait de réparer les ravages de la deuxième guerre mondiale et de trouver une formule selon laquelle les grandes Puissances pourraient vivre côte à côte, dans l'union, la bonne intelligence et une coopération internationale efficace conforme aux dispositions de la Charte.

10. La Charte établit des procédures propres à assurer le règlement des différends. Le Secrétaire

général a fort justement fait observer dans l'introduction à son rapport annuel sur la période allant du 1er juillet 1948 au 30 juin 1949<sup>3</sup> que l'Organisation des Nations Unies a puissamment influé sur l'évolution des conflits politiques dans le sens de la conciliation et de la médiation.

11. Le représentant de l'Union soviétique a rappelé qu'un différend qui opposait le Pérou et la Bolivie a finalement été réglé après que soixante-six formules de compromis eurent été examinées. En fait, il ne s'agissait pas d'un conflit entre le Pérou et la Bolivie, mais d'un conflit entre la Bolivie et le Paraguay. Les nombreuses formules auxquelles il a été fait allusion ne firent pas l'objet de négociations directes entre les Etats intéressés, mais furent le résultat d'une patiente action de conciliation et de médiation menée conformément aux méthodes que préconise au sein de l'Organisation des Nations Unies la délégation du Venezuela. Cette action a permis de résoudre le différend sur la base de la dernière solution proposée, ce qui prouve qu'il y a avantage à aider les parties à un différend, lorsque celles-ci ne semblent pas capables de résoudre elles-mêmes ce différend.

12. La délégation du Venezuela a envisagé le recours à la médiation et à la conciliation, non seulement à propos de la question de l'énergie atomique, mais également à propos du désarmement et de la question en cours d'examen. En ce qui concerne la question de l'énergie atomique, la délégation du Venezuela a posé une question précise aux membres de la Commission de l'énergie atomique; elle a reçu deux réponses, dont ni l'une ni l'autre n'émane de l'Union soviétique.

13. La délégation du Venezuela pose à nouveau la même question maintenant. Si l'on ne croit pas que les grandes Puissances puissent régler leurs différends par le recours aux seules procédures normales de l'Assemblée générale et des autres organes des Nations Unies, ou au moyen de consultations, ne conviendrait-il pas de faire l'expérience d'une nouvelle méthode?

14. C'est pour ces raisons que la délégation du Venezuela est convaincue que, pour régler les différends entre les grandes Puissances, il sera bientôt indispensable, à supposer que cette obligation n'existe pas encore, de recourir, aux fins de médiation et de conciliation, aux bons offices de personnalités de haute valeur morale, agissant à titre individuel, sans instructions d'aucun gouvernement, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, et, bien entendu, au nom de l'Organisation des Nations Unies avec l'aide de savants éminents et de membres du Secrétariat. C'est à ces dernières qu'il appartient de dire si elles sont disposées à recourir à cette méthode pour effectuer leur rapprochement et mettre fin à la guerre des nerfs.

15. M. LÓPEZ (Philippines) déclare que le monde occidental et l'Union soviétique, de part et d'autre, nient, avec la même énergie, avoir l'intention de s'attaquer mutuellement et affirment avec vigueur leur désir de coopération. On pourrait se demander dans le monde d'où proviennent les difficultés. A l'origine, il y a trop d'ambiguïté, un manque de sincérité dans l'expression. Les mots ne servent pas seulement à dissimuler les pensées, mais à endormir les craintes de l'adver-

<sup>1</sup> Voir les *Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale*, Annexe à la Commission politique spéciale, document A/AC.31/L.5.

<sup>2</sup> Pour le débat sur ce sujet, voir les *Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale*, Commission politique spéciale, 19ème et 20ème séances.

<sup>3</sup> Voir les *Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale*, supplément N° 1.

saire en lui donnant un sentiment de fausse sécurité.

16. On a prétendu que jamais l'URSS n'a été l'agresseur dans une guerre et que, au contraire, elle a été elle-même, à deux reprises, victime d'une agression. L'Assemblée générale est invitée à voir là une preuve du caractère pacifique de la politique présente et future de l'Union soviétique.

17. On a dit aussi que les Etats-Unis ont été entraînés malgré eux dans les guerres précédentes et que la première réaction de leur peuple avait été de rester à l'écart du conflit. Cette attitude avait fait naître une confiance exagérée dont on connaît toutes les conséquences tragiques. Le peuple des Philippines a de bonnes raisons de déplorer l'insuffisance des demi-mesures de défense prises à Pearl Harbor avant la seconde guerre mondiale.

18. La leçon a été dure pour les Etats-Unis, mais ceux-ci sont résolus à ne plus commettre la même erreur. C'est ce qui explique cette chaîne de bases puissantes qui entoure le monde, l'importance donnée à la question du bombardement des points stratégiques, à celle des traités et des alliances conclus entre des Puissances amies qui sont disposées à partager la responsabilité d'une action commune dans le cas d'une guerre d'agression.

19. D'aucuns ont condamné ces préparatifs qui prouvent, paraît-il, les intentions agressives des Etats-Unis. C'est là une déformation des faits. Toutefois, en même temps, il n'est pas tout à fait exact de dire qu'il ne s'agit là que de préparatifs de défense, sans plus. Ce sont des préparatifs destinés à la fois à la défense et à la contre-attaque en cas d'agression par une autre Puissance. Dans la guerre moderne, les mesures de défense ne sauraient être suffisantes si elles ne peuvent servir immédiatement et efficacement à la contre-attaque. Les Philippines ont accepté les assurances données par les Etats-Unis et demeurent convaincues qu'ils n'utiliseront leurs forces militaires que pour défendre le monde libre. En outre, les Philippines espèrent que la puissance des Etats-Unis tiendra en respect tout pays enclin à se montrer agressif.

20. D'autre part, M. López ne pense pas que la paix puisse être préservée à jamais par des méthodes incertaines. L'histoire a démontré que, lorsque la paix ne repose que sur un équilibre aussi précaire, elle ne peut être que provisoire. La question de la guerre et de la paix ne saurait donc être laissée au hasard de mesures et de contre-mesures militaires conçues pour assurer l'équilibre des forces.

21. Il ne suffit pas de réaffirmer à maintes reprises ses intentions pacifiques, il serait absurde d'ignorer les réalités politiques qui se dressent entre les intentions et les actes. Il est temps que l'une et l'autre des parties examine minutieusement la possibilité de coexister et de coopérer et ne se contente pas d'en parler. Il ne sera pas difficile d'y parvenir lorsqu'elles auront compris qu'un certain équilibre des forces une fois atteint, la guerre ne pourrait être qu'un immense désastre pour tous.

22. M. KISSELEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait remarquer que la discussion qui a eu lieu à la Première Commission a montré qu'il existe au sein de l'Assemblée

générale deux écoles idéologiques dont les doctrines sont diamétralement opposées en ce qui concerne le problème posé par le projet de résolution de l'URSS (A/1149).

23. D'un côté, se trouvent les délégations qui estiment indispensable de condamner les préparatifs de guerre qui se poursuivent dans de nombreux pays, et plus particulièrement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, d'interdire les armes atomiques et les autres moyens d'extermination en masse et de conclure un nouveau pacte pour renforcer la paix. Le projet de résolution présenté à cet effet par l'Union soviétique est soutenu par les délégations de la RSS d'Ukraine, de la RSS de Biélorussie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

24. D'autres délégations, par contre, estiment qu'il ne s'agit là que de propagande, qu'il n'y a pas de préparatifs en vue d'une nouvelle guerre et qu'un nouveau conflit mondial n'est pas imminent. Ce point de vue est défendu par les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Chili, du Liban, du Canada, du Pérou, de Cuba et d'autres encore.

25. A la 259<sup>ème</sup> séance, M. McNeil, représentant du Royaume-Uni, a déclaré à l'Assemblée générale que l'URSS ne veut pas donner de renseignements sur ses armements et sur ses forces armées. Cette affirmation est contraire à la vérité. L'Union soviétique a toujours été prête à donner ces informations; ce sont les Etats-Unis, au contraire, qui n'entendent pas donner de renseignements sur leurs réserves de bombes atomiques. L'URSS estime indispensable que des renseignements soient fournis sur les armements et les forces armées, y compris les bombes atomiques. Elle est disposée à mettre cartes sur table, mais les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne consentent pas à le faire.

26. Le maréchal Montgomery, lors de son récent passage à New-York, a, si l'on en croit le *New York Herald Tribune* du 30 novembre, déclaré à un auditoire de 1.800 personnes à l'hôtel Waldorf-Astoria, que le communisme était une religion, que la civilisation était en danger en raison de la lutte qui se déroule entre deux conceptions mondiales, à savoir le communisme et la démocratie. Si ce danger n'est pas écarté, a dit le maréchal, de graves conséquences peuvent se produire. En outre, parlant en sa qualité de l'un des principaux auteurs des plans de défense de l'Europe occidentale, le problème principal, à son avis, était d'entreprendre une croisade contre le communisme. Voilà la dernière en date des déclarations des fauteurs de guerre.

27. M. McNeil a aussi affirmé que le projet de résolution de l'Union soviétique n'apportait rien de nouveau, ne contribuait aucunement à la cause de la paix. Cette affirmation, elle aussi, est contraire à la vérité. Nombre de lettres, de télégrammes, d'informations de presse et de radio montrent que le projet de résolution de l'URSS exprime les espoirs de toute l'humanité avide de progrès, qu'il touche profondément les larges masses populaires du monde entier, qu'il s'appuie sur un puissant mouvement populaire pour la paix.

28. Il est généralement reconnu que tous les peuples du monde haïssent la guerre et sont prêts à lutter contre les incitateurs à la guerre, contre les ennemis de la paix. Malgré M. McNeil et

d'autres orateurs qui ont parlé devant l'Assemblée générale, les peuples pacifiques du monde en sont venus à regarder les propositions de l'Union soviétique comme un programme visant à instaurer la paix universelle. Les ennemis de la paix comprennent cette situation et c'est pour cela qu'ils essaient de cacher derrière des phrases pacifistes leur haine des propositions de l'URSS, pour mieux calomnier l'Union soviétique.

29. L'on comprend leur attitude. En effet, le projet de résolution de l'URSS recommande de mettre fin à la guerre froide, d'arrêter la course aux armements, de cesser d'adopter des budgets militaires démesurément enflés, de ne plus former de blocs agressifs. Il recommande également d'interdire l'emploi des armes atomiques et de conclure un pacte pour le renforcement de la paix qui, en éliminant toute possibilité d'une nouvelle guerre, établirait les prémisses d'une paix durable.

30. M. H. Laski, l'un des membres les plus en vue du parti travailliste britannique, dans un article publié par le *Daily Compass* du 25 novembre 1949, a dit que l'hégémonie mondiale des Etats-Unis ne pouvait maintenant être achetée qu'au prix d'une nouvelle guerre, qui serait plus terrible que la précédente. L'Union soviétique ne veut pas la guerre, a poursuivi M. Laski; aussi, le moment est venu pour M. Acheson de demander à son gouvernement de modifier radicalement la politique des Etats-Unis. La politique que ce pays poursuit ne laisse aucun espoir de paix et, dans les trois années qui vont venir, les Etats-Unis et ses alliés seront obligés de s'appuyer sur ces forces mêmes que les Alliés ont voulu détruire au cours de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire sur les fascistes de l'Allemagne occidentale. Tel est l'avis de M. Laski, que personne ne saurait soupçonner de sympathie envers l'Union soviétique; tel est l'aboutissement des rêves d'hégémonie des Etats-Unis.

31. Il est légitime de se demander pourquoi les Etats-Unis ne veulent pas modifier leur politique extérieure, pourquoi les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'opposent à l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde.

32. La raison de leur attitude est que, des points de vue politique et économique, la guerre froide est pour eux une affaire avantageuse. La presse américaine dit ouvertement que la guerre froide permet aux Etats-Unis de maintenir un haut niveau d'emploi de leur population, accroît la demande de marchandises et retarde l'arrivée de ce qu'elle appelle une récession grave, c'est-à-dire, en fait, d'une crise économique. Elle permet également d'assigner des sommes colossales à la fabrication des armements et des bombes atomiques. La presse américaine répète complaisamment qu'une paix durable et plus particulièrement un règlement pacifique avec l'URSS seraient très nuisibles aux affaires. C'est ainsi que le *U.S. News and World Report* du 14 janvier 1949 écrivait que, si la guerre froide contre l'Union soviétique venait à cesser, l'économie des Etats-Unis recevrait un coup dont elle ne se relèverait pas, car sa fausse prospérité dépend entièrement de l'inflation constante des dépenses militaires.

33. L'on peut en conclure que, pour certains milieux américains, l'instauration d'une paix permanente constituerait une catastrophe qu'il faut empêcher à tout prix. C'est pour cela que

les incitateurs à la guerre s'efforcent de faire croire aux larges masses populaires qu'elles aussi sont intéressées à la poursuite de la politique agressive des monopoles américains, car c'est cette politique qui leur évite le chômage. Tout cela montre combien le maréchal Staline a eu raison quand il a dit que ce que les incitateurs à la guerre redoutent le plus, c'est un accord et une coopération avec l'URSS, car leur politique agressive se trouverait sans objet.

34. La discussion qui a eu lieu à la Première Commission a entièrement confirmé ces paroles du maréchal Staline. Les impérialistes anglo-américains poussent constamment à la guerre et ont même recours à cette fin à des intrigues internationales et au chantage. Il y a longtemps qu'il a été établi que, pour les monopoles anglo-américains, la guerre est l'affaire la plus profitable. C'est ainsi que l'*Aviation Week*, périodique des monopoles de l'aviation, écrivait récemment que le développement de l'aviation militaire aux Etats-Unis en 1948 a fait sortir l'industrie aéronautique de la crise dans laquelle elle était plongée depuis la fin de la guerre. Au début de 1948, la position des trusts d'aviation était critique. Le Congrès des Etats-Unis leur est venu en aide et leur a passé des commandes pour une somme de 850 millions de dollars, c'est-à-dire pour un montant supérieur à celui prévu dans le budget.

35. Les milieux dirigeants des Etats-Unis et du Royaume-Uni se sont ouvertement engagés dans une politique agressive qui a pour but l'établissement par la force d'une hégémonie anglo-américaine, ou plutôt d'une hégémonie exclusivement américaine sur le monde entier. Les incitateurs à la guerre lancent ouvertement un défi à tous les peuples pacifiques, à tous ceux qui n'ont rien à voir avec les intérêts égoïstes des monopoles des Etats-Unis et de l'Europe occidentale.

36. C'est dans le déclenchement d'une nouvelle guerre, dans la course aux armements et dans une exploitation toujours plus féroce des travailleurs que les monopoles américains cherchent un remède à la crise économique qui les menace de nouveau.

37. Les dernières informations de presse montrent que l'économie américaine présente une tendance de plus en plus grande à la crise. En effet, la production s'est considérablement réduite et cette réduction approche de celle que l'on a enregistrée au cours des sept premiers mois de la grande crise de 1929-1933.

38. D'après le rapport des conseillers économiques du Président Truman, la diminution d'ensemble de la production des Etats-Unis, depuis octobre-novembre 1948 jusqu'en juillet 1949, a été de 13 pour 100, dont 10 pour 100 pendant la période relativement courte allant de mars à juillet 1949. Cette diminution atteint même l'agriculture. Par rapport au quatrième trimestre 1948, les revenus des agriculteurs au cours du deuxième trimestre 1949 ont diminué de 14,7 pour 100. Ces chiffres montrent que le danger de crise pèse, non plus seulement sur les bourses et sur les banques, mais aussi sur des milliers d'entreprises industrielles qui, l'une après l'autre, ferment leurs portes en jetant à la rue des millions de chômeurs.

39. La crise qui approche réserve de nouvelles surprises aux travailleurs américains. Des millions d'Américains vivent dans des taudis indignes de l'homme. D'après le *Daily Compass* du 21 septembre 1949, à New-York seulement, 400.000 familles, c'est-à-dire au moins 1.200.000 personnes, vivent dans des immeubles qui, dès 1921, avaient été reconnus inhabitables. L'orateur fait ensuite état de la déclaration faite en juillet 1949 par le sénateur Paul H. Douglas qui a dit que des millions d'Américains vivent dans des conditions effroyables, dans des taudis, dans une atmosphère qui nuit au bien-être physique et politique du pays. D'après des chiffres fournis au Congrès par une de ses sous-commissions, 8 millions de familles ou de personnes, aux Etats-Unis, ont eu l'année dernière un revenu de moins de 1.000 dollars — ce qui ne constitue pas le minimum nécessaire pour vivre.
40. D'après des chiffres très modestes publiés l'an dernier par le Bureau des statistiques du travail des Etats-Unis, une famille de quatre personnes, pour couvrir ses dépenses minima et pour maintenir sa santé, doit avoir un revenu de plus de 3.000 dollars. Or, plus de la moitié des familles américaines gagnent moins de 3.000 dollars. Il ne faut pas oublier non plus que les chiffres que M. Kisselev vient de citer ne tiennent compte ni du chômage complet, ni du chômage partiel. A l'heure actuelle, le nombre de chômeurs complets, aux Etats-Unis, s'élève à plus de 5 millions, celui des chômeurs partiels à 900.000. D'après la même sous-commission du Congrès, un million de familles seulement, c'est-à-dire 2,5 pour 100 de la population des Etats-Unis, jouissent d'un revenu de 10.000 dollars par an, et 7 millions de familles seulement ont un revenu de 5.000 à 10.000 dollars.
41. Alors que les secteurs de la population des Etats-Unis qui touchent un revenu moyen et faible tendent de plus en plus à se confondre, les bénéfices des sociétés anonymes croissent régulièrement. D'après les chiffres officiels cités par le *New York Times*, au cours du premier trimestre 1949, les bénéfices des 300 plus grandes sociétés anonymes ont dépassé de 9 pour 100 les bénéfices du premier trimestre 1948. Les bénéfices de trente-huit sociétés métallurgiques ont augmenté de 60 pour 100 par rapport à 1948. D'autre part, le pourcentage du bénéfice par rapport au coût de la production a également augmenté d'une façon considérable. Dans l'ensemble, les bénéfices ont atteint 18 pour 100 du coût de la production; pour *General Motors*, ce chiffre a été de 28 pour 100, pour *Studebaker*, de plus de 30 pour 100.
42. Selon les chiffres fournis par le Ministère du commerce des Etats-Unis, les bénéfices répartis parmi les actionnaires des plus grosses sociétés anonymes se sont élevés à 826 millions de dollars en juin 1949, contre 728 millions l'année dernière, et ont donc augmenté de 13 pour 100.
43. En même temps, les grosses entreprises ont exploité encore plus durement les ouvriers. Au cours du premier trimestre 1949, les bénéfices des sociétés anonymes se sont élevés à 37 pour 100 des salaires payés par ces sociétés; en effet, les bénéfices ont été de 31 milliards de dollars et les salaires de 80 milliards. Ainsi, pour chaque dollar payé aux ouvriers, les sociétés ont reçu près de 40 cents de bénéfice.
44. La richesse nationale tend de plus en plus à se concentrer entre les mains d'une très petite partie de la population. En 1945, 10 pour 100 de la population, représentant le groupe le plus riche, possédaient 45 pour 100 de l'épargne; en 1947, ce groupe possédait déjà 77 pour 100 de cette épargne.
45. Tel est le tableau que présente l'économie des Etats-Unis qui se trouve à la veille d'une crise économique qui sera encore plus grave que la crise précédente.
46. Pour éviter l'effondrement économique qui menace les milieux dirigeants et les monopoles des Etats-Unis, on s'efforce de rejeter toutes les difficultés liées à cette nouvelle crise sur les travailleurs des Etats-Unis et des pays de l'Europe occidentale.
47. Comme on le sait, les Etats-Unis sont le pays classique des monopoles et de l'oligarchie financière. Les trusts américains représentent la plus haute expression de l'économie impérialiste ou du capitalisme monopoliste. C'est ce que les représentants soviétiques désignent par les mots de Wall Street. Cette économie est caractérisée par le passage de la libre concurrence aux monopoles, à la domination de gigantesques banques et de gigantesques trusts qui contrôlent toute la vie économique et politique du pays.
48. Pour appuyer ses dires, M. Kisselev citera un exemple. Bien avant la deuxième guerre mondiale, la firme bancaire américaine bien connue, Dillon, Read and Co., dirigée par feu M. Forrestal, a ouvert à la Bolivie un crédit de 20 millions de dollars pour poursuivre la guerre contre le Paraguay; un peu plus tard, elle a ouvert au Paraguay un crédit pour poursuivre la guerre contre la Bolivie. Avec cet argent, ces pays ont acheté des armes et des munitions à la firme américaine *Remington Arms Co. Inc.*, qui est à l'heure actuelle la filiale du trust Du Pont chargée de fabriquer des armes à feu. Cette opération a rapporté aux deux sociétés des bénéfices considérables. Les représentants de la Bolivie et du Paraguay à l'Assemblée générale devraient se souvenir de cette transaction qui a coûté beaucoup de vies humaines.
49. Pour préparer la guerre et pour consolider ses positions, l'oligarchie financière des Etats-Unis poursuit une offensive toujours plus violente contre le niveau de vie des masses travailleuses et contre leurs droits politiques. D'ailleurs, la politique extérieure et intérieure des monopoles américains est économiquement fondée sur le développement forcené des fabrications d'armes aux Etats-Unis.
50. Ni à la Première Commission, ni à l'Assemblée générale, les représentants du Liban, du Chili, de Cuba, de la Nouvelle-Zélande, de la Yougoslavie n'ont soufflé mot de la position pénible, catastrophique même, dirait M. Kisselev, dans laquelle se trouvent les travailleurs des Etats-Unis et des pays d'Europe occidentale. Ils ont tenté, par leurs dissertations sur le marxisme-léninisme, de détourner l'attention et de faire oublier aux masses laborieuses les propositions concrètes qu'a soumises la délégation de l'URSS. M. Vychinsky a détruit leurs arguments; aussi M. Kisselev n'insistera-t-il pas sur ce point.
51. Le projet de résolution de l'Union soviétique, qui s'appuie sur la situation réelle des relations

internationales, exprime le souci profond qu'a l'Union soviétique de maintenir la paix et de faire régner la sécurité dans le monde. Au cours de ces trente dernières années, l'URSS a montré que le maintien de la paix est le principe fondamental de sa politique extérieure.

52. Des millions d'hommes sont convaincus que c'est cette politique pacifique de l'Union soviétique qui ne permet pas aux impérialistes anglo-américains de jeter le monde dans une catastrophe. La simple existence de l'URSS barre la route aux fauteurs de guerre, met un frein aux sinistres forces de la réaction.

53. Le projet de résolution de l'Union soviétique tend à renforcer l'autorité et le prestige de l'Organisation des Nations Unies, au moment même où les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni s'efforcent d'écarter l'Organisation des tâches qui sont les siennes et dont la principale est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

54. Les partisans du bloc anglo-américain déclarent ouvertement que la Charte les gêne, car elle s'oppose à leur politique tendant au déclenchement d'une nouvelle guerre. Ils violent délibérément les dispositions de la Charte qui est à la base de l'Organisation des Nations Unies en organisant une course aux armements, en augmentant sans cesse leur budget militaire, en se refusant obstinément à accepter l'interdiction des armes atomiques. D'autre part, la création de blocs militaires agressifs, tels que le Traité de l'Atlantique Nord, l'Union occidentale, l'Organisation des Etats américains, le Conseil de l'Europe, est directement destinée à saper les fondements mêmes de l'Organisation des Nations Unies.

55. Bien que la situation internationale soit maintenant toute différente, l'on répète les fautes commises par la défunte Société des Nations. Des personnalités éminentes des Etats-Unis prononcent ouvertement des discours agressifs contre l'Union soviétique, donnent libre cours à leur fantaisie meurtrière. M. Kisselev ne citera pas leurs propos. Il se contentera de rappeler qu'ils préconisent le bombardement des villes et des populations civiles au moyen de bombes atomiques, l'invasion de l'Europe par les forces américaines, une attaque des troupes européennes dirigée par des généraux américains contre l'URSS. Les généraux Bradley et Vandenberg et le maréchal Montgomery ont fait des déclarations de ce genre qui ont déjà été citées. Sur le papier, ces généraux arrangent très bien leur affaire. Mais peut-être la réalité sera-t-elle différente. Ils n'ont oublié qu'un facteur minime: ils ont oublié de se demander si les peuples du monde souhaitent la guerre. Chacun sait que le monde entier est assoiffé de paix. Au lieu de la paix, ces généraux et leurs inspirateurs de Wall Street lui offrent une course effrénée à une nouvelle guerre; au lieu de travail, ils lui donnent du chômage; au lieu de pain, ils lui offrent la trique et des balles pour les ouvriers en grève; au lieu de liberté humaine, ils organisent un régime de terreur contre tous les hommes avides de progrès.

56. Sans souci de la volonté véritable des peuples, ils préparent ouvertement et cyniquement une nouvelle guerre d'agression. En même temps, ils accusent l'Union soviétique de nourrir des desseins impérialistes et s'efforcent de cacher leur

propre nature en affirmant qu'ils sont partisans de la paix et que leur seul désir est de se défendre contre une agression de la part de l'URSS.

57. Les peuples du monde n'ajoutent aucune foi à ce genre de déclarations et comprennent que seule la politique pacifique de l'Union soviétique fait obstacle aux desseins des incitateurs à la guerre.

58. Même un ennemi aussi acharné de l'URSS que le sénateur Taft, lors de la discussion du programme d'aide militaire aux pays du bloc de l'Atlantique Nord, a été obligé de dire qu'il ne pouvait considérer que l'Union soviétique soit une Puissance agressive. Parlant le 22 décembre 1949 au Sénat des Etats-Unis, au nom de ceux qui s'opposent à l'octroi de toute aide militaire, le sénateur Taft a déclaré que les Etats-Unis adoptaient une politique qui mènerait bien plus probablement à la guerre qu'à la paix. Le projet d'aide militaire, a-t-il dit, est en contradiction flagrante avec la politique générale des Etats-Unis, qui tend à soutenir l'Organisation des Nations Unies. Il constitue un retour à la théorie de l'équilibre des forces, à la survivance des plus aptes. Les Etats-Unis, a poursuivi le sénateur Taft, arment tous les Etats, depuis la Norvège jusqu'à l'Iran — ce qui vient contredire, fait observer M. Kisselev, les démentis donnés à ce sujet par les représentants de la Norvège et de l'Iran à la présente session de l'Assemblée — et l'URSS serait entièrement fondée à considérer que ces mesures constituent la formation d'une force agressive. Le projet de loi proposé au Sénat, a conclu le sénateur Taft, est illogique, inutile, contraire à tous les principes de l'Organisation des Nations Unies et enfin dangereux pour la paix des Etats-Unis et du monde dans son ensemble.

59. Le même point de vue a été exposé par le maréchal britannique Wavell. Parlant à Londres, le 24 novembre 1949, l'ancien Vice-Roi des Indes a dit que l'Union soviétique n'était pas une Puissance agressive, qu'elle ne cherchait pas à établir son hégémonie en Europe. L'URSS n'a besoin ni d'espace vital, ni d'expansion; cependant, elle a toujours tenu compte de la menace allemande et elle n'est pas certaine que les Puissances occidentales n'entreprendront pas de réarmer l'Allemagne, a dit le maréchal Wavell.

60. Voilà une évaluation saine et objective faite par des personnes qui ne sauraient être suspectées de nourrir des sympathies à l'égard de l'Union soviétique.

61. La proposition de l'URSS tendant à faire conclure par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité un pacte pour le renforcement de la paix a également trouvé un chaleureux soutien parmi les peuples du monde. En effet, ces peuples, y compris le peuple des Etats-Unis, ne veulent pas de guerre. C'est pour cela que le camp des partisans de la paix et de la démocratie, à la tête desquels se trouve la puissante Union soviétique, ne fait chaque jour que se fortifier.

62. Par suite de cette lutte toujours croissante pour la paix, l'influence internationale et le prestige de l'Union soviétique ne font que s'accroître. En effet, la politique extérieure de l'URSS répond entièrement aux intérêts vitaux de tous les peuples, correspond aux besoins que poursuit ce mouvement en faveur de la paix qui a pris un caractère universel et s'est transformé en un

force puissante, capable de réduire à néant les plans de tous les fauteurs de guerre.

63. La délégation de la RSS de Biélorussie soutient ardemment le projet de résolution de l'Union soviétique parce que le peuple biélorusse a eu, plus d'une fois, à mener un difficile combat contre des agresseurs étrangers.

64. En 1918, les impérialistes allemands se sont emparés de presque tout le territoire de la Biélorussie et ont instauré un régime de terreur contre la population de ce pays. Ce n'est que grâce aux efforts de sa sœur aînée, la grande nation russe, que le peuple de Biélorussie a été libéré du joug des envahisseurs allemands.

65. Comme on le sait, le 22 juin 1941, l'Allemagne hitlérienne a lancé sa lâche agression contre l'Union soviétique. La Biélorussie a été l'une des premières parmi les Républiques soviétiques à devenir l'arène de sanglants combats contre le fascisme. Malheureusement, l'envahisseur allemand a réussi à occuper la RSS de Biélorussie et à faire peser sur elle la menace de la servitude et la mort. Comme des hyènes affamées, les fascistes se sont lancés sur les richesses créées par le travail séculaire du peuple biélorusse. Ils ont pillé et dévasté l'opulente Biélorussie. Au cours des combats, Hitler a lancé ses meilleurs pirates aériens sur les villes de la Biélorussie et notamment sur sa capitale, Minsk. Les centres industriels et culturels du pays ont été irréparablement détruits. Les envahisseurs allemands sont apparus comme les pires ennemis de l'humanité. Mais le peuple biélorusse n'a pas cédé devant cette force ennemie.

66. A l'appel du grand Staline, dès les premiers jours de la guerre patriotique, le peuple biélorusse se levait avec tous les peuples de l'Union soviétique pour la guerre sacrée contre les occupants allemands. Des centaines de milliers de Biélorusses ont pris part dans les rangs de l'armée soviétique à la grande guerre patriotique de 1941-1945. Plus de 300.000 partisans ont mené la lutte sur les arrières de l'ennemi. La grande amitié du peuple biélorusse avec les peuples russe, ukrainien et les autres peuples de l'URSS a résisté aux plus dures épreuves et n'a fait que se renforcer dans le feu de la bataille.

67. En été 1944, la glorieuse armée soviétique, avec l'aide active des partisans et de tout le peuple biélorusse, a mis en déroute les hordes hitlériennes et les a rejetées par delà les frontières de la Biélorussie. Le 9 mai 1945, la gigantesque lutte du peuple soviétique contre son pire ennemi, l'Allemagne hitlérienne, était terminée et les peuples de l'Europe entière étaient sauvés de la menace de la peste hitlérienne. Le peuple biélorusse sera éternellement reconnaissant au grand peuple russe et aux autres peuples de l'URSS de l'avoir libéré de l'occupation allemande.

68. Les dégâts que les hordes hitlériennes ont causés à l'économie nationale de la RSS de Biélorussie s'élèvent à 75 milliards de roubles. Près d'un cinquième de son territoire a été transformé par les occupants allemands en un véritable désert.

69. C'est parce que son peuple sait ce qu'est la guerre que la délégation de la RSS de Biélorussie soutient ardemment les propositions de paix de l'Union soviétique. C'est ce que ne peuvent pas

comprendre les représentants du Chili, du Pérou, de Cuba, de l'Argentine et de bien d'autres pays.

70. Dans le discours qu'il a prononcé à la 257ème séance, M. Austin, représentant des Etats-Unis, a déclaré qu'aucune disposition du projet de résolution de l'URSS ne pouvait être adoptée avec ou sans amendement et que le projet devait être rejeté dans son ensemble. Il a en même temps fait l'éloge du projet de résolution de la Première Commission qui est destiné à faire échouer les propositions pacifiques de l'URSS. Les impérialistes américains, en effet, ne sauraient s'accommoder des propositions de l'Union soviétique. Ils sentent le terrain se dérober sous leurs pas. Les monopoles américains ont recours à toutes sortes d'aventures internationales et mènent le monde à la guerre.

71. Le projet de résolution de l'URSS demande que les préparatifs en vue d'une nouvelle guerre soient condamnés et que l'Organisation des Nations Unies ne répète pas les erreurs de la défunte Société des Nations.

72. L'Union soviétique, qui a mené sans relâche sa lutte contre les plans criminels des agresseurs, continuera à la mener avec une énergie chaque jour plus grande.

73. L'histoire n'a pas encore connu de mouvement aussi gigantesque que le mouvement des masses populaires unies dans le camp des partisans de la paix. M. Santa Cruz, représentant du Chili, a beau dire qu'il s'agit là d'intrigues de Moscou; il s'agit en fait d'un facteur infiniment plus profond.

74. Les peuples du monde sont à même de triompher de n'importe quel agresseur. Le projet de résolution de la Première Commission inspiré par les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'efforce d'arrêter ce mouvement formidable des peuples du monde en faveur de la paix. C'est pour cela que ce projet doit être rejeté. Seul, le projet de résolution de l'Union soviétique correspond entièrement aux aspirations et aux désirs des peuples du monde.

75. Les Membres des Nations Unies et leurs représentants à l'Assemblée se doivent de lutter pour l'établissement d'une paix saine et durable entre les peuples. C'est pour cela que la délégation de la RSS de Biélorussie les invite à voter en faveur du projet de résolution de l'Union soviétique.

76. M. VITERI LAFRONTE (Equateur) désire exprimer l'opinion de la délégation de l'Equateur, qui n'est pas intervenue dans le débat à la Première Commission.

77. Depuis la première session de l'Assemblée générale, on ne cesse de répéter d'un commun accord que la bonne entente et la coopération effective des cinq Puissances qui sont membres permanents du Conseil de sécurité, constitue le facteur le plus important du succès des Nations Unies. Cette affirmation s'explique par le fait que la Charte n'a pas réellement établi l'égalité juridique des Etats Membres des Nations Unies. Certains articles de la Charte proclament cette égalité, mais d'autres confèrent une situation privilégiée à ces cinq Etats auxquels ils accordent des pouvoirs spéciaux et exclusifs.

78. Depuis la constitution des Nations Unies, les cinq membres permanents du Conseil de sécu-

rité n'ont pas réussi à se mettre d'accord et à collaborer dans la mesure qui serait indispensable au plein succès de l'Organisation. Bien au contraire, une opposition irréductible n'a cessé de se manifester entre leurs points de vues, et ces Etats ont pris une attitude ombrageuse et intransigeante. Cette opposition a fait tâche d'huile, gagnant la totalité des Nations Unies, qui se sont scindées en deux groupes. L'antagonisme de ces deux groupes est d'autant plus sévère que le groupe minoritaire s'est acharné soit à imposer ses opinions, soit à empêcher ou du moins à entraver l'adoption des propositions dans lesquelles s'exprime le sentiment de la majorité.

79. Cette situation exerce une telle influence sur l'œuvre des Nations Unies que toutes les délégations font des vœux ardents pour qu'elle prenne fin ; il faudrait pour cela que les grandes Puissances consentissent, dans un esprit de conciliation, à rapprocher leurs vues et à collaborer dans un esprit de compréhension.

80. M. Viteri Lafronte rappelle que, l'an dernier, l'opposition au sein du groupe des cinq Puissances était devenue si accusée et si tranchée que la délégation du Mexique a, au cours de la première partie de la troisième session de l'Assemblée générale, adressé un appel aux grandes Puissances pour qu'elles redoublent d'efforts en vue de concilier leurs désaccords et d'établir une paix durable. Cet appel, unanimement approuvé, est devenu la résolution 190 (III), qui proclame que le désaccord entre ces Puissances sur une question d'importance vitale pour toutes les Nations Unies est, à l'heure actuelle, la cause de très graves préoccupations chez tous les peuples du monde. Mais l'adoption de cette résolution n'a pas suffi pour résoudre le désaccord. Au contraire, la discorde et l'inquiétude universelle ont encore augmenté.

81. Dans ces conditions, on aurait pu croire que les Nations Unies et tous les peuples du monde accueilleraient avec allégresse et enthousiasme la proposition présentée par l'une des cinq Puissances en vue de conclure un pacte pour le renforcement de la paix entre ces cinq Puissances. Cela eût été logique. Or, l'offre de cette paix à laquelle le monde aspire a été lancée, publiée et répandue sans recevoir de l'opinion publique l'accueil qu'on avait espéré. M. Viteri Lafronte se demande quelles sont les causes de cette indifférence générale. Il se demande comment l'on peut expliquer que cette proposition a été rejetée à une écrasante majorité par la Première Commission. Pour examiner cette question de façon impartiale et objective, il faut considérer notamment qui a lancé cette offre, comment elle se présentait, à quel moment elle a été faite et dans quelle intention elle a été lancée.

82. C'est la délégation de l'URSS qui a présenté le projet. Il importe de préciser ce point, car, dans ce cas plus que dans tout autre, le sens et les chances de succès du projet dépendent de façon étroite et indissoluble de la source dont ce projet émane. Etant donné les événements qui ont précédé, il faut avoir égard non seulement à la valeur intrinsèque, objective et permanente de cette proposition de conclusion d'un pacte pour le renforcement de la paix, mais également — et tout spécialement — à sa valeur extrinsèque, subjective et circonstancielle. Cette valeur est

fonction directe de la personnalité de l'auteur de la proposition, c'est-à-dire de l'URSS, appuyée par un groupe de pays dont la politique est étroitement liée à celle de l'Union soviétique.

83. Le représentant de l'Equateur énumère diverses initiatives pacifistes de l'URSS qui remontent au temps de l'écroulement du tzarisme. Il rappelle le décret de proclamation de la paix du 8 novembre 1917 et la politique suivie par l'URSS — avec les vicissitudes et les variations habituelles dans le cas d'un gouvernement révolutionnaire — jusqu'à la seconde guerre mondiale ; il mentionne notamment l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de la conquête de l'Ethiopie, de la guerre sino-japonaise et de l'accord de Munich. Il rappelle la volonté de lutte, l'héroïsme et le gigantesque effort avec lesquels l'URSS a mené la bataille contre l'Allemagne hitlérienne, de concert avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

84. Mais, la guerre finie, l'esprit de coopération de l'URSS s'est évanoui ; des craintes invétérées ont donné naissance à une crise de méfiance dirigée contre les gouvernements, les institutions et les organisations et les personnes qui n'acceptent pas le système communiste, avec sa rigueur et son intransigeance.

85. Face à la civilisation occidentale, avec son système philosophique, politique, économique et social, ses réussites et ses erreurs, enraciné dans les siècles, se dresse une civilisation d'une autre forme, nouvelle et dynamique, qui a elle aussi ses erreurs et ses réussites et qui s'inspire d'un autre système philosophique, politique, économique et social.

86. La Conférence économique mondiale, tenue à Genève en 1927, a, pour la première fois sans doute, sur l'initiative de l'URSS et des Etats-Unis, approuvé une déclaration internationale reconnaissant que le système capitaliste et le système socialiste devaient coexister, si l'on regardait comme indispensable la coopération pacifique entre les peuples. Le maréchal Staline lui-même s'est fait, à plusieurs reprises, l'avocat de cette solution, mais l'URSS n'a à peu près rien fait, dans la pratique, pour que la mise en œuvre de cette solution aboutisse à une véritable coopération. Bien au contraire, la position prise par l'URSS dans la politique mondiale, et surtout à l'Organisation des Nations Unies, a toujours été d'agression et de violence, de défi et d'attaque, aucunement inspirée par un esprit d'entente, de rapprochement et de coopération.

87. Il y a quatre ans que l'URSS maintient cette attitude bien connue de tous. Aussi, la délégation de l'Union soviétique, en proposant dans les circonstances actuelles la conclusion d'un pacte pour le renforcement de la paix, ne pouvait-elle inspirer aucune confiance et elle n'en a en effet inspiré aucune.

88. M. Viteri Lafronte, après avoir rappelé qu'il s'est toujours employé à faire prévaloir des formules de compromis et d'entente et à maintenir les débats sur un plan élevé, considère ensuite la forme sous laquelle se présente la proposition de l'URSS.

89. Il eût été logique que cette proposition fût précédée d'un acte ou d'un geste de bonne volonté, mais, pour autant que sache l'orateur, l'Union soviétique n'a rien fait qui illustrât son désir de rapprochement loyal. Elle a adopté une méthode

exactement contraire. Le projet de l'URSS débute par une accusation très grave et sans fondement dirigée contre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres Etats non désignés et demande à l'Assemblée générale de prononcer une condamnation contre les deux principaux Etats du groupe des quatre Etats avec lesquels l'URSS se propose de conclure son pacte pour le renforcement de la paix. Le projet mentionne ensuite l'un des sujets sur lesquels la politique de l'URSS diverge le plus de celle des Etats-Unis et du Royaume-Uni, pour en venir enfin à exprimer le vœu de la conclusion d'un pacte pour le renforcement de la paix entre les cinq Puissances. Les choses étant présentées ainsi, on dirait que le pacte est une sanction qu'il faudrait appliquer aux Etats-Unis et au Royaume-Uni pour les punir de faire des préparatifs de guerre et de ne pas vouloir résoudre la question de l'énergie atomique au gré de l'URSS. Autant dire que l'URSS s'est ingéninée à accumuler le plus grand nombre possible de circonstances propres à provoquer inévitablement le rejet de sa proposition.

90. Le représentant de l'Equateur en vient ensuite à considérer le moment où le projet a été présenté. Il déclare qu'à son avis ce moment n'est guère opportun. Dans la situation actuelle, où règnent la méfiance et la crainte, il ne pouvait être opportun de proposer un pacte de paix que si on avait d'abord préparé cette offre de manière à surmonter les difficultés du moment et à faire maître dans l'opinion un courant général favorable à l'examen d'un tel projet. Au lieu de cela, on l'a présenté en l'accompagnant d'accusations et en tendant le poing.

91. M. Viteri Lafronte se demande ensuite quelles sont les intentions et les buts des auteurs de la proposition. Le représentant de l'URSS a déclaré que, chaque fois que son pays fait une proposition en faveur de la paix, les Etats non communistes se demandent quelles peuvent bien être ses véritables intentions. C'est là une preuve de plus de la méfiance qui règne actuellement.

92. On a dit, en d'autres temps, que la diplomatie devait savoir se servir de la simulation et de la dissimulation. Au cours du débat qui s'est déroulé à la Première Commission, l'idée a été souvent exprimée que le projet de résolution de l'Union soviétique, sous le couvert d'une proposition de paix, dissimulait un acte inamical et hostile à l'adresse des Etats-Unis et du Royaume-Uni qu'il désigne comme les principaux coupables de la préparation d'une nouvelle guerre. L'orateur se rappelle, à ce propos, avoir lu, dans l'*Istoriia diplomatii* (histoire de la diplomatie), publiée par Vladimir Potemkin, une étude relative aux tactiques et à l'organisation de la diplomatie moderne, où se trouvent traitées des questions telles que la propagande pacifiste considérée comme un moyen de désorienter l'adversaire et l'exploitation de l'idée de désarmement aux fins de dissimulation idéologique; il y est aussi question de l'utilisation des traités d'amitié, des traités de non-agression et des professions de foi pacifistes, considérés comme des moyens d'abuser la vigilance de l'adversaire. Tous ces procédés sont compris dans ce que cette histoire appelle les diverses manœuvres diplomatiques. Si on en croit les professeurs soviétiques qui ont rédigé cette histoire, on ne saurait penser que ces manœuvres diplomatiques puissent être employées par les délégations sovié-

tiques et la minorité qui les soutient; en effet, les passages qu'a mentionnés M. Viteri Lafronte sont contenus dans un chapitre consacré aux tactiques de la diplomatie bourgeoise.

93. Pourtant, il faut conclure que la délégation de l'URSS, en présentant son projet, tenait bien plus à accuser les Etats-Unis et le Royaume-Uni qu'à provoquer la conclusion d'un pacte pour le renforcement de la paix. S'il en eût été autrement, elle aurait, en renonçant à formuler ces accusations, facilité l'approbation de l'idée du pacte pour la paix, lorsque plusieurs délégations ont fait savoir que, si elles ne votaient pas le projet, c'était parce que celui-ci renfermait lesdites accusations.

94. Les raisons avancées au cours de la discussion expliquent que le projet de résolution de l'URSS ait été rejeté en Commission à une majorité écrasante. Ce qu'il y a eu peut-être de plus caractéristique dans ce débat, c'est qu'il n'a donné lieu à aucun geste de conciliation, pas plus de la part de la majorité que de la part de la minorité: aucun amendement n'a été présenté au projet de l'URSS ni à celui des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Tout se passe comme si le débat n'avait servi qu'à accuser plus rigoureusement les positions respectives. Les autres Etats auraient présenté des amendements de conciliation, s'ils n'avaient été persuadés qu'une telle démarche serait vaine.

95. Le rejet du projet de l'URSS par la Première Commission s'explique et se justifie certes, mais il est regrettable que la proposition de paix n'ait pas réuni les conditions qui en eussent assuré le succès. Il faut espérer qu'un jour à venir l'Union soviétique fera un geste sincère de rapprochement; car le système capitaliste et le système communiste doivent vivre côte à côte dans la paix, si l'on veut que le genre humain survive.

96. Jdanov a déclaré, dans son rapport au congrès communiste tenu en septembre 1947 en Pologne, que la politique extérieure de l'Union soviétique reposait sur l'idée que, pendant longtemps, le système capitaliste et le système socialiste existeront côte à côte; cette idée rendait possible la collaboration entre l'URSS et les pays qui vivent sous un régime différent, à condition que fût respecté le principe de la réciprocité et de l'exécution des accords conclus.

97. Le représentant de l'Equateur fait des vœux pour que l'entente se fasse et il rappelle les propos que le maréchal Staline a tenus, d'après le général Bedell Smith, à M. Marshall, alors Secrétaire d'Etat, lorsque ce dernier lui parlait du peu de succès obtenu à la Conférence de Moscou d'avril 1947: "C'est un tort que d'interpréter de façon si tragique nos divergences actuelles. Quand les peuples se sont épuisés dans la discorde, ils en viennent à admettre la nécessité du compromis." Telle est bien, en effet, la situation actuelle entre les grandes Puissances.

98. M. CARIAS (Honduras) croit devoir prendre la parole dans ce débat passionné, où les grandes Puissances sont en apparence les seules directement intéressées, et bien qu'il ait déjà exprimé l'opinion de sa délégation en Commission, pour exprimer la profonde inquiétude qu'il ressent. A un moment crucial de l'histoire, il croit aussi de son devoir de revendiquer les prérogatives que son pays possède en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, d'autant plus qu'il importe de n'épargner aucun effort afin de trans-

former en réalité vivante l'idéal vers lequel tous aspirent.

99. Si la Charte des Nations Unies doit être le code de conduite suprême qui régit les relations internationales, il faut que ses dispositions en soient les règles de la vie courante. Lorsqu'on parle en termes généraux de menaces contre la paix, l'humanité ne semble pas s'émouvoir à l'idée des plus terribles catastrophes. Mais, de nos jours, la science a impitoyablement bouleversé les notions traditionnelles du temps et de l'espace. Tous les hommes, qu'ils soient innocents ou coupables, qu'ils soient forts ou faibles, sont appelés à payer cher le manque de bonne volonté qui se fait sentir à l'heure actuelle.

100. A la première session, l'orateur a exprimé l'espoir que les Nations Unies garderont la conviction qu'il faut avant tout s'efforcer sincèrement de travailler au rétablissement d'un climat de confiance dans le monde et que les nations qui s'étaient associées pour faire face au danger mortel qui les menaçait auraient à se montrer également capables, et dans une plus large mesure, de collaborer en vue de traduire dans la réalité l'idéal de la paix<sup>1</sup>.

101. Le représentant du Honduras persiste à croire que le débat en cours ne se sera pas déroulé en vain s'il amène les grandes Puissances à méditer sur les appels sincères qui leur ont été adressés. Il considère que ce n'est qu'en adoptant sans équivoque les principes d'universalité et de tolérance qu'on pourra éviter une autre catastrophe, qui ne manquerait pas d'anéantir la civilisation.

102. La meilleure contribution que chacun puisse apporter à l'édification du monde actuel consiste à s'efforcer de répondre aux besoins toujours changeants de l'heure, afin de créer les conditions essentielles de la paix.

103. M. DOMÍNGUEZ CÁMPORA (Uruguay) déclare qu'il va, au nom de sa délégation, tirer le plus brièvement possible la morale des débats qui se sont déroulés à la Première Commission et à l'Assemblée générale.

104. Ces débats ont porté, en particulier, sur le projet de résolution de l'URSS ayant trait au renforcement de la paix. Toutefois, on n'a pas dit en quoi consistait le plan de l'Union soviétique. On n'a pas précisé non plus de quelle conception de la paix ce projet s'inspirait.

105. Quelles peuvent être les conceptions de la paix? Tout d'abord, la paix peut être conçue comme fondée sur des institutions. Mais les institutions doivent forcément avoir leurs racines dans la communauté des Etats, communauté régie par le droit.

106. Or, le droit, pour le stalinisme, n'est qu'une des superstructures édifiées sur les fondations économiques, et l'on n'a pas encore réfuté la contradiction intime et fondamentale inhérente à la position prise par les stalinistes.

107. Le représentant de l'Uruguay s'applique à étayer ses affirmations, en citant textuellement certaines déclarations des fondateurs et des dirigeants, passés ou actuels, de l'URSS. Ces déclarations doivent être considérées comme les prin-

cipes directeurs de la politique de l'URSS. D'aucuns objectent qu'elles ne sont que l'expression théorique d'une doctrine; à ceux-là il convient de rappeler que, selon le maréchal Staline, il ne faut jamais perdre de vue que Lénine a dit qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire.

108. Le maréchal Staline ajoute, dans son ouvrage sur les principes du Léninisme, que mieux que quiconque, Lénine a compris toute l'importance que présente la théorie, surtout pour un parti comme le parti communiste, étant donné son rôle de combattant d'avant-garde du prolétariat international, ainsi que la complexité de la situation intérieure et internationale à laquelle il doit faire face.

109. A ceux qui objectent qu'il ne s'agit que de directives à l'intention du parti, il convient de rappeler que ces directives se sont transformées en principes directeurs de la politique de l'Etat; le caractère constitutionnel du parti est reconnu par l'article 126 de la Constitution de l'URSS.

110. Dans son ouvrage *Le droit de l'Etat soviétique*, l'éminent juriste Vychinsky a écrit que le rôle directeur du parti communiste, dans tous les domaines de l'activité, était un principe essentiel de la dictature de la classe ouvrière.

111. Une série de décisions du parti bolcheviste a indiqué les formes d'organisations dont le parti se sert pour diriger les organes de l'Etat. Ces décisions délimitent les fonctions du parti par rapport à celles des organes de l'Etat, en partant du principe que le parti doit faire appliquer ses décisions par l'intermédiaire des organes de l'Etat soviétique, dans le cadre de la Constitution soviétique. Le parti contrôle le travail des organes de gouvernement, en rectifiant leurs erreurs et imperfections inévitables, et en les aidant à mettre au point les décisions du gouvernement, tout en s'efforçant d'assurer à ce dernier l'appui des masses.

112. Il est indéniable que les déclarations citées contiennent les principes directeurs de la politique de l'URSS.

113. En quoi consiste donc la contradiction intime et fondamentale inhérente à la position prise par les stalinistes?

114. Ils veulent détruire l'Etat bourgeois. Le maréchal Staline a déclaré que la dictature du prolétariat ne pouvait pas être l'aboutissement du développement pacifique de la société bourgeoise, de la démocratie bourgeoise. Elle ne peut être autre chose que le résultat de la destruction de la structure de l'Etat bourgeois, de l'armée bourgeoise, de l'appareil administratif bourgeois, de la police bourgeoise.

115. Ainsi, non contents de vouloir détruire l'Etat, les stalinistes estiment que cette destruction doit se faire par la violence. Lénine a dit, dans son livre intitulé *L'Etat et la révolution* que toutes les révolutions antérieures n'avaient fait que perfectionner la structure de l'Etat, alors que ce qu'il fallait faire, c'était la briser et la détruire.

116. Selon les stalinistes, la structure de l'économie bourgeoise a pour conséquence l'impérialisme et la guerre, la lutte des classes et la destruction de l'Etat par la violence. Dans son ouvrage *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, Staline a déclaré que le parti du pro-

<sup>1</sup> Voir les Documents officiels de la première partie de la première session de l'Assemblée générale, 30ème séance plénière, appendice.

prolétariat doit fonder son activité pratique sur les lois de l'évolution sociale et sur l'étude de ces lois, et non sur les désirs, quelque louables qu'ils soient, de l'élite, ni sur les exigences de la raison ou de la morale universelle.

117. Staline a dit encore que la lutte violente entre les différents groupements capitalistes implique fatalement les guerres impérialistes, les guerres pour la conquête des territoires d'autrui, et qu'il découlait de ce fait une autre conclusion, à savoir que les guerres sont inévitables sous le régime impérialiste, et que la révolution prolétarienne en Europe et la révolution coloniale en Orient se lieront fatalement pour former un front unique mondial de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.

118. Le passage du capitalisme au socialisme et à la libération de la classe ouvrière ne peut se réaliser qu'en modifiant la nature même du régime capitaliste par la révolution, et non au moyen de réformes. Il faut donc, pour réussir en politique, être un révolutionnaire et non un réformateur.

119. Du fait que le progrès s'effectue en mettant en lumière les contradictions internes, il ressort clairement que la lutte des classes menée par le prolétariat est un phénomène inévitable.

120. Par conséquent, il importe non seulement de ne pas dissimuler les contradictions du régime capitaliste, mais de les révéler au grand jour. Il importe non pas d'étouffer la lutte des classes, mais de la poursuivre jusqu'au bout.

121. Il faut donc, pour réussir en politique, poursuivre une intransigeante politique de classes et non pas une politique de réformes qui tenterait d'harmoniser les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie, du capitalisme et du socialisme.

122. Comment peut-on concilier cette théorie avec un régime fondé sur des institutions et y voir l'expression d'une conception de paix?

123. La deuxième conception de paix pourrait être causale. L'orateur a déjà exposé cette conception, en faisant remarquer que, pour aussi parfait que soit un code de la paix, son autorité dépend de deux conditions essentielles: premièrement, que les peuples soient les maîtres de leur destin, afin de pouvoir jouir d'une démocratie réelle; deuxièmement, que la paix sociale soit fondée sur la justice sociale.

124. Or, même si l'on songe à cette conception de la paix, la contradiction qui existe entre la démocratie réelle et le régime staliniste s'explique par la différence radicale des conceptions qu'on se fait, de part et d'autre, de la démocratie et par l'impossibilité où se trouve le stalinisme d'assurer la paix sociale en respectant la structure des Etats démocratiques.

125. La lutte de classes est l'idée qu'on peut se faire de la vie dans le cadre d'une paix sociale conforme à la conception stalinienne. Mais il existe encore une autre conception de la paix: la conception téléologique ou finaliste.

126. M. Domínguez Càmpera définit cette conception: la paix n'est pas une fin en soi, mais un instrument de coopération permettant d'atteindre certaines fins humaines; cette coopération doit être régie par le droit, fruit et garantie de la liberté et de la justice, afin d'assurer à la personne humaine, objectif suprême de la société et du droit, le plein développement de son potentiel

culturel, qui fait de l'homme le créateur de la vérité, de la beauté et de la justice. Cette œuvre est le fruit de la solidarité. L'orateur ne croit pas que les sociétés politiques existantes soient parfaites, mais il pense qu'on peut en corriger les défauts dus à l'égoïsme et que, pour ce faire, il suffit de faire appel à la solidarité humaine.

127. Pour le stalinisme, la société actuelle est incapable de faire preuve de solidarité, tant sur le plan national que sur le plan international. Pour ce qui est du plan national, cette constatation ressort de la critique que l'éminent juriste qu'est M. Vychinsky fait de la doctrine du Duguit. Il écrit, dans son livre *Le droit de l'Etat soviétique*, que l'idée de la solidarité sociale, qui est le fondement de la doctrine juridique de l'Etat de Duguit, est en contradiction avec le fait de la division des classes de la société, et avec la lutte des classes qui détruit cette solidarité et il conclut que Duguit dénature les faits et fausse l'histoire.

128. En ce qui concerne le plan international, Staline a déclaré, dans *La révolution prolétarienne en Russie*, qu'antérieurement on avait l'habitude de parler de la révolution prolétarienne dans tel ou tel pays comme d'une quantité absolue, en lutte contre le front capitaliste de tel ou tel Etat. Cette définition ne suffit plus; il faut parler maintenant de la révolution prolétarienne mondiale, parce que les différents fronts nationaux du capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique: le front mondial de l'impérialisme, auquel il faut opposer le front général du mouvement révolutionnaire de tous les pays. La révolution victorieuse a pour tâche essentielle d'encourager et d'aider la révolution dans les autres pays.

129. Tels sont les traits saillants de la théorie léniniste sur la révolution prolétarienne. Le maréchal Staline a ajouté que les trois tâches principales de la dictature du prolétariat au lendemain de la victoire seraient d'armer la révolution et d'organiser ses forces pour lutter contre les ennemis de l'extérieur et contre les impérialismes; de prévoir ensuite les étapes de la révolution et la stratégie à suivre; enfin, de consolider la dictature du prolétariat dans un seul pays et de se servir de ce pays comme d'une base pour renverser l'impérialisme dans tous les autres pays.

130. Telle est la mission de l'URSS. C'est avec raison que l'un des théoriciens du stalinisme, le professeur Korovine, définit l'URSS comme un Etat international par son essence et par sa doctrine caractéristique des classes.

131. Peut-on, avec cette conception de la vie internationale, aborder l'étude de la paix et songer à édifier celle-ci sur la solidarité humaine?

132. Pour le stalinisme, tous les Etats sont fondamentalement incapables, exception faite pour le groupe soviétique, de réaliser une œuvre de solidarité humaine. Les Etats occidentaux ont foi, au contraire, en cette solidarité et en sa vitalité positive, qui leur permet de vivre sous le signe de l'espérance.

133. M. KOSANOVIC (Yougoslavie) rappelle que, au cours de la discussion du projet de résolution de l'URSS à la Première Commission, la délégation yougoslave a avancé une série d'arguments fondés sur les relations de la Yougoslavie avec l'URSS. Cette délégation a fait apparaître avec évidence l'opposition considérable qui existe

entre les paroles et les actes de l'URSS et des Etats, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui soutiennent ce pays.

134. M. Vychinsky pense que le meilleur moyen de réfuter les arguments yougoslaves consiste à garder le silence à leur sujet; cependant, l'URSS poursuit sa politique. D'autre part, ni M. Vychinsky ni le Kominform n'ont inventé une méthode nouvelle en intensifiant leurs campagnes de calomnies; le vieil adage est bien connu: si la calomnie est suffisamment audacieuse, il en restera toujours quelque chose. En recourant à de telles méthodes, M. Vychinsky espère que non seulement le reste du monde, mais les Yougoslaves eux-mêmes oublieront l'histoire et tout ce dont la Yougoslavie a lieu d'être fière.

135. De plus, on s'efforce de dissimuler derrière un écran idéologique les méthodes politiques, économiques et autres de l'URSS, qui sont loin d'être nouvelles. A ce propos, des discussions idéologiques portant sur le marxisme et le socialisme se sont déroulées à l'Assemblée. En tant que représentant d'un pays qui s'efforce de trouver — et qui, en fait, a trouvé — dans le socialisme un moyen de procurer une meilleure existence à la grande masse de son peuple et à l'affranchir de l'exploitation et des abus, d'un pays qui, en même temps, veut rester indépendant et libre et demeurer un Membre loyal de l'Organisation des Nations Unies, M. Kosanovic estime nécessaire de faire quelques observations.

136. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que de mauvais interprètes d'une grande idée causent un tort considérable à cette idée même. C'est ce qui se produit notamment lorsque des interprètes de ce genre croient que la dévolution successorale, l'évolution historique et d'autres circonstances leur confèrent un monopole d'orthodoxie en matière d'interprétation.

137. M. Vychinsky n'a guère servi l'évolution du socialisme lorsqu'il a affirmé avec insistance que les méthodes employées par l'URSS doivent être identifiées avec le socialisme. C'est pourquoi c'est à tort que certains, y compris plusieurs représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies, identifient la politique dont M. Vychinsky est le représentant et le socialisme. La façon dont l'URSS a agi à l'égard de la Yougoslavie prouve indiscutablement que le but de la nouvelle politique de l'URSS n'est nullement la réalisation de cette idée dans le monde, mais la répétition des erreurs que maints prédécesseurs de M. Vychinsky ont déjà commises, lorsque, il n'y a pas si longtemps, ils ont envoyé des socialistes et des révolutionnaires russes en Sibérie, à la mort.

138. Il est très probable que le Kominform se demandera pourquoi M. Kosanovic s'exprime ainsi, bien qu'il ne soit pas marxiste lui-même. Or, il a une raison particulière de le faire. En effet, il y a dix-huit mois, le Kominform a tenté d'abord de provoquer une scission entre les chefs du parti communiste yougoslave et le parti communiste lui-même et ensuite de séparer le parti communiste du peuple yougoslave. A l'Assemblée, les porte-parole du Kominform ont pensé que le terme "clique de Tito" était l'argument le plus propre à justifier toutes les mesures d'oppression et les abus auxquels le Kominform a eu recours.

139. M. Kosanovic souligne le fait que les échecs constants qu'a subis le Kominform depuis

le début de son action, en juin 1948, ne lui ont pas démontré l'évidence de cette simple vérité, à savoir que non seulement les chefs du parti communiste yougoslave et le parti lui-même, mais encore l'ensemble du Front populaire yougoslave, y compris le propre parti de M. Kosanovic, c'est-à-dire, politiquement parlant, la presque totalité des Yougoslaves, sont unis étroitement et fermement en vue d'établir un ordre politique nouveau et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

140. Au cours de sa longue histoire, la Yougoslavie a connu maints exemples caractéristiques de la même attitude. M. Kosanovic n'en veut pour témoin que la correspondance échangée, en 1803, entre le tsar Alexandre Ier de Russie et Pierre Ier, archevêque, et l'un des dirigeants du Monténégro. Le tsar Alexandre Ier avait offert d'envoyer le comte Ivanitch au Monténégro, où s'étaient infiltrés certains "ennemis de la langue et de la religion slaves", pour convaincre le peuple de ce pays de la bienveillance inlassable du tsar et pour lui montrer le chemin de la gloire et du bonheur. Les dirigeants du Monténégro répondirent que les Monténégrins n'étaient pas sujets de l'Empire russe, qu'ils étaient seulement placés sous sa protection morale et qu'ils défendraient leur liberté jusqu'au bout.

141. M. Kosanovic a été lui-même membre du gouvernement yougoslave qui fut porté au pouvoir en 1941 par la révolte du peuple contre le gouvernement qui, deux jours auparavant, avait signé à Vienne le pacte tripartite avec Hitler. Il résulte de la documentation produite au procès de Nuremberg que, le 28 mars 1941, Hitler décida d'anéantir la Yougoslavie, et, ce qui est encore plus important pour la discussion en cours, de reporter au 22 juin l'attaque contre l'URSS, qui avait été primitivement fixée au 15 mai. Le 5 avril, le Gouvernement yougoslave, dont M. Kosanovic faisait partie, signa le traité d'amitié avec l'URSS; le 6 avril, la Yougoslavie était brutalement attaquée de tous côtés par les Puissances de l'Axe.

142. La Yougoslavie s'écroula en l'espace de deux semaines, mais, d'un point de vue plus général, l'insurrection du 27 mars 1941 demeure un événement historique d'une importance essentielle. Dès la chute de la Yougoslavie, une lutte vigoureuse s'organisa dans le pays sous la direction de Tito, lutte dont le caractère est presque unique par son importance, son organisation, ses succès et le très large appui qu'elle a reçu du peuple. M. Kosanovic mentionne, en passant, que le Ministre yougoslave à Moscou reçut ses passeports le 12 mai 1941, trois semaines après l'occupation hitlérienne de la Yougoslavie.

143. Tous ces faits font partie de l'histoire; mais il semble que M. Vychinsky ne nourrisse aucun intérêt particulier pour l'histoire lorsqu'elle concerne d'autres peuples que le sien. C'est également un fait historique que l'œuvre considérable de Tito et de tous les chefs qui se sont sacrifiés pour tirer le pays du chaos et pour édifier sa liberté et son indépendance. Appartiennent aussi à l'histoire les 1.700.000 tombes yougoslaves par lesquelles la Yougoslavie a payé sa participation à la deuxième guerre mondiale.

144. La Yougoslavie est fière de sa longue histoire; elle la respecte et elle s'en inspire constamment. Aucune résolution du Kominform, aucune calomnie, encore moins des mensonges aussi fan-

istiques que ceux dont on s'est servi au cours du fameux procès de Rajk, ne sauraient effacer ce assés.

45. Le Kominform a l'intention d'isoler la Yougoslavie; il veut réduire toute son action contre la Yougoslavie aux dimensions d'un problème d'ordre purement interne, qu'il entend résoudre par la force.

46. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par l'URSS, M. Kosanovic rappelle que la délégation a déjà attiré l'attention de l'Organisation des Nations Unies sur les contradictions qui existent entre les paroles et les actes de l'URSS, ayant décelé dans l'attitude de ce pays un danger pour la paix et pour l'indépendance des petites nations.

47. M. Kosanovic doute que ce soit par pure coïncidence que, au moment même où l'on discute à l'Assemblée générale le projet de résolution de l'URSS relatif au renforcement de la paix, le Kominform ait adopté, le 29 novembre, pour de la fête nationale yougoslave, une nouvelle résolution dirigée contre la Yougoslavie. En 1943, alors qu'elles livraient leur lutte historique pour l'indépendance nationale, les populations yougoslaves ont nettement formulé, par le truchement de leurs représentants, le programme de la future constitution yougoslave. Les Yougoslaves ont pu ainsi, à la fin des hostilités, éviter la guerre civile; ils n'ont pas eu à résoudre des problèmes épineux: c'est pourquoi ils ont pu, dès le retour de la paix, rassembler toutes leurs forces politiques, positives et constructives, en un vaste front national pour la reconstruction du pays.

48. Le Kominform a choisi l'anniversaire de la fête nationale yougoslave, qui symbolise tous ces événements, pour qualifier la Yougoslavie de "pays fasciste" et pour déclarer que tous les communistes et tous les partis de travailleurs ont le devoir de participer à la lutte internationale contre "la clique de Tito, ses espions et ses assassins à gages".

49. M. Kosanovic ne cherche pas à donner une importance excessive à une résolution de cette nature; mais il tient à souligner une des questions qui se posent à son égard. M. Vychinsky dira, très probablement, que, en tant que Ministre des affaires étrangères de l'URSS, il n'est pas responsable de pareilles résolutions. Pourtant, le fait demeure que c'est précisément parce que la Yougoslavie a refusé d'obtempérer à de telles résolutions que le parti communiste yougoslave a été exclu du Kominform et que toutes sortes de mesures politiques, économiques et autres ont été prises contre la Yougoslavie. Il est tout à fait évident que les gouvernements qui obéissent à des ordres de ce genre, émanant du Kominform, sont en fait invités à exercer contre la Yougoslavie tous les moyens de pression possibles. Nul, pas même M. Vychinsky, serbe-t-il, ne saurait voir dans un moyen de sauvegarder la paix du monde et l'indépendance des nations.

50. M. BELAÜNDE (Pérou) estime indispensable de traiter le problème actuellement en discussion avec une franchise absolue, car il se peut que quelques déclarations sincères contribuent à éclairer non seulement l'opinion publique mondiale, mais aussi les populations mêmes de l'Union soviétique.

51. La franchise absolue — parfois même brutale — qui a caractérisé les débats, a permis

d'analyser à fond des idéologies et des politiques opposées.

52. La délégation péruvienne estime qu'il n'existe aucune raison d'affirmer que les Puissances occidentales ont suivi une politique d'agression. Les faits ont prouvé que les mesures adoptées par les Puissances occidentales ont été la conséquence inéluctable des mesures adoptées par l'Union soviétique. Les Puissances occidentales, qui, en 1914, n'ont pas adopté une politique de prudence et de prévoyance envers l'armement intensif de l'Allemagne, sont retombées dans la même erreur en 1938. Nul ne saurait les incriminer si aujourd'hui elles ne veulent pas suivre de nouveau cette politique de négligence et de confiance excessive.

53. Les mesures qu'ont adoptées les Puissances occidentales ont été motivées par des réalités indiscutables. Alors que les Puissances occidentales ordonnaient la démobilisation, l'Union soviétique ne les a pas imitées. Les Puissances occidentales n'ont pas acquis de nouveaux territoires; au contraire, on a vu se produire des événements qui sont tout à l'honneur du Royaume-Uni: les Dominions ont accru et consolidé leur souveraineté; l'indépendance de l'Inde a été reconnue, tandis que les représentants de territoires antérieurement soumis à l'influence britannique affirmaient à l'Organisation des Nations Unies que le Royaume-Uni n'avait pas essayé d'intervenir dans leurs affaires intérieures. Par contre, l'URSS a suivi la politique dite réaliste, qui consiste à s'entourer d'une sorte de ceinture d'Etats amis. Il est devenu évident, aux yeux de tous, que cette politique poserait dans le monde entier des problèmes semblables à ceux qu'a posés la politique d'Hitler quand il a annexé l'Autriche et quand il a prétendu agir de même vis-à-vis de la Pologne. La politique de l'Union soviétique a été inspirée par la défiance. Mais cette défiance aurait dû disparaître grâce à un rapprochement sincère et à une discussion approfondie et directe avec les Puissances occidentales, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies.

54. Il faut que l'URSS se rende compte du fait que les raisons qui peuvent conduire à la guerre sont la méfiance, la conception erronée de l'Etat et de la souveraineté que professe l'Union soviétique, conception qui est incompatible avec la notion de souveraineté telle que la conçoivent les Puissances occidentales et, enfin, le mysticisme politique.

55. La défiance augmente dans les Etats qui suivent une politique d'isolement. Toutefois, elle peut disparaître grâce au rapprochement, grâce au désir de connaître et d'interpréter la pensée d'autrui.

56. L'Union soviétique, toutefois, ne souhaite pas comprendre les intentions des Puissances occidentales. Elle suit une politique d'isolement spirituel absolu et croit posséder une formule infaillible et la vérité politique suprême.

57. Les dirigeants et les théoriciens soviétiques, quand ils entrent en contact avec la réalité, se répandent en déclarations contradictoires, équivoques ou ambiguës. C'est ainsi que le représentant de l'Union soviétique, avec finesse, a porté le débat sur le terrain où il était en mesure de donner une réponse que l'on peut qualifier d'incomplète, puisqu'il pouvait se réclamer de textes qui, évidemment, contredisent les textes invoqués par

ses adversaires. Mais d'autres représentants ont invoqué des arguments tirés de la philosophie de l'histoire, qui prouvent que, au moment où un pays veut imposer son régime par la force à un autre pays, il doit affronter la résistance nationale. Cette leçon se trouve confirmée par le mouvement dit "titoïsme" et d'autres faits sur lesquels on n'a pas de renseignements exacts, mais dont on peut deviner l'existence dans d'autres sphères proches de l'Union soviétique. Ces faits n'ont pas été réfutés, non plus que la conception de l'Etat que défend l'Union soviétique, conception qui mène fatalement à la dictature sur le plan intérieur et à la guerre sur le plan international.

158. Pour les Puissances occidentales, l'Etat est l'organe juridique et politique au service d'une entité supérieure qui l'anime: la nation. Mais il y a eu la figure extraordinaire et titanesque de Hegel, ancêtre idéologique de Marx, qui a établi la confusion entre l'Etat et la nation. La nation, qui est la société, le collectif spirituelle qui doit être libre et qui est supérieure à l'Etat, se confond avec la structure étatique, qui est l'expression de la volonté divine. Il est évident que cette conception ne laisse place ni à liberté sur le plan intérieur, ni à la paix sur le plan international.

159. Les Puissances occidentales se sont toujours efforcées de faire la distinction entre l'Etat en tant que structure politique, en tant que moyen de coercition et de pouvoir, et le collectif spirituelle, pour qui les principes de liberté sont les principes souverains. M. Belaúnde rappelle l'adage "Rends à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu"; il ajoute qu'à partir du moment où César s'empare de ce qui est à Dieu, non seulement de la vie religieuse, mais aussi de la vie culturelle, César est maître absolu sur le plan international. C'est une loi redoutable, parce que c'est une loi sociologique plus forte que les lois économiques, parce que, souvent, les lois économiques ne jouent pas en ce qui concerne les hommes. Que le monde actuel n'écoute-t-il la voix des intérêts économiques! Si l'on demandait aujourd'hui au citoyen moyen, dans l'Union soviétique ou aux Etats-Unis, ce qu'il souhaite, il dirait — songeant à ses intérêts économiques — qu'il souhaite la paix. Or, la paix est impossible malgré les intérêts économiques, qui coïncident avec les intérêts spirituels, parce qu'à côté des intérêts économiques existent des facteurs psychologiques perturbateurs. Tel est le facteur psychologique du pouvoir, qui peut être utile quand il repose entre des mains saintes, sous l'inspiration des commandements divins. La soif de domination tend à être pernicieuse. L'obsession du pouvoir a donné naissance aux conceptions totalitaires; elle a créé les conflits internationaux.

160. Gustave Le Bon a démontré que l'Allemagne de 1914 dominait le monde du point de vue économique et contrôlait 30 pour 100 de la vie économique russe, de sorte qu'il aurait pu s'établir un régime d'équilibre entre l'Allemagne, l'Angleterre et la Russie. Bismarck, de son côté, avait prévu la même situation quand il a déclaré que l'Allemagne ne devait jamais lutter ni contre l'éléphant, ni contre la baleine. Mais des facteurs psychologiques et le désir de puissance, ont amené la guerre de 1914 et celle de 1939, comme ils amèneront, malgré la nécessité d'harmoniser les intérêts économiques actuels, la guerre dans l'avenir.

161. Après s'être demandé où réside ce désir de puissance, cette soif de domination, cette volonté d'imposer au reste du monde certaines institutions, M. Belaúnde déclare que ce ne peut être ni dans le Royaume-Uni, qui vient de donner à l'Inde sa liberté et n'intervient pas dans des territoires qui, naguère encore, faisaient partie de son empire, ni dans les Etats-Unis, qui doivent évidemment respecter leurs institutions démocratiques traditionnelles, et qui, à l'égard des pays de l'Amérique du Sud, sont prêts à accepter tous les points de vue de nature à favoriser des relations d'amitié dans l'honneur et l'égalité. Ces pays ne veulent pas que la démocratie se répande à l'aide des baïonnettes ou des canons; ils pensent que l'évolution naturelle, l'attrait d'idéaux supérieurs et l'apparition de facteurs géographiques ou économiques favorables peuvent déterminer l'évolution universelle vers la démocratie.

162. En ce qui concerne les adversaires, qu'il faut traiter avec tout le respect qu'inspirent des conceptions mystiques qu'il estime sincères, le représentant du Pérou déclare qu'ils sont vaincus, non seulement qu'il faut imposer la démocratie et modifier la structure économique et politique de tous les pays, mais encore que ce changement ne peut s'effectuer par l'œuvre naturelle, lente et continue des lois du matérialisme historique.

163. La seule science qui soit sûre est la psychologie politique. C'est dans l'élément psychologique que réside le danger de guerre. Le mysticisme politique est une orientation erronée. Le mysticisme religieux est le sentiment de l'absolu dans un monde auquel on aspire, où existe l'absolu, tandis que le mysticisme politique est l'orientation du sentiment de l'absolu vers le monde de la réalité. Les Puissances occidentales sont absolutistes du point de vue moral, du point de vue des principes directeurs de la vie. Tandis que dans l'Union soviétique, le sentiment de l'absolu conduit à dire, comme Robespierre, comme Marx et comme Lénine, grands représentants de l'utopie impérative, que la réalité n'est pas la réalité et qu'elle doit être au service de leur idée. C'est la méthode de Procuste; tous doivent se soumettre à cette idée, parce que leur mission sur la terre est de créer une réalité nouvelle et de dominer ainsi le monde.

164. On pourrait dire à l'Union soviétique de faire taire sa défiance, d'étudier les institutions des pays occidentaux, d'analyser les intérêts de ces pays, qui sont semblables aux intérêts légitimes de l'URSS. Mais l'Union soviétique ne prêterait pas l'oreille à cet appel. On pourrait lui dire que, dans la conception que les Puissances occidentales se font de la souveraineté, l'Etat est soumis à la justice. Les organismes judiciaires aux Etats-Unis, et dans la plupart des pays de l'Amérique, peuvent dire qu'une loi est inconstitutionnelle. Dans d'autres pays, la communauté religieuse peut se dresser devant un acte de l'Etat et dire que l'Etat s'est trompé et, à un moment donné, l'opinion publique exigera de l'Etat qu'il fasse amende honorable.

165. Les Présidents Hoover, Coolidge et Harding ne suivaient pas la politique du bon voisinage, quand s'est présenté un homme, Alfred Smith, qui a déclaré que leur politique était erronée, qu'il fallait traiter les pays de l'Amérique latine sur un pied d'égalité, tenir compte

de la doctrine de Monroe et respecter le principe de non-intervention. Ce mouvement d'opinion s'est développé et le Président Roosevelt a repris ces principes à son compte.

166. L'Union soviétique se sert de la tribune de l'Organisation des Nations Unies pour propager ses idées. Ses délégations prononcent des discours longs et habiles, parce qu'elles savent que les Etats-Unis sont sensibles à la propagande. Mais elles ne devraient pas ignorer non plus que ce pays est sensible au droit, à la justice et à la morale, tout comme les pays des démocraties occidentales, et que, pour cette raison, la guerre ne pourra jamais être populaire, ne pourra jamais devenir une nécessité politique. Or, d'après la démocratie soviétique, la guerre se doit d'être une nécessité, parce que le jour où la démocratie soviétique sentira qu'il existe des difficultés dans les pays qui forment une ceinture autour du vrai *Politburo* — par exemple, dans cet immense océan qu'est la Chine — la défiance croîtra et il faudra intoxiquer les foules à l'aide de quelque nouveau mythe de suprématie nationale. Ainsi se créera un facteur inéluctable de guerre.

167. M. Belaúnde affirme qu'il a rarement assisté à une discussion comme celle qui se déroule, dans laquelle chaque délégation a prononcé un discours empreint de sincérité et de conviction. L'Union soviétique doit profiter de la leçon que lui donnent cinquante-trois pays, situés dans des régions si diverses du monde, dont les institutions politiques sont si différentes et les cultures ou expressions de culture si variées, et suivre uniquement ce que lui dicte sa conscience.

168. L'URSS doit en outre tenir compte du désir de paix qu'éprouvent ces pays. En votant contre le pacte proposé, toutes les délégations ont affirmé leur désir de voir se poursuivre les négociations, de voir maintenir ce remarquable mécanisme qu'est le système de consultations intergouvernementales, que le Nouveau Monde a donné à l'Ancien, pour lui témoigner sa reconnaissance de l'avoir créé et de lui avoir transmis sa civilisation.

169. Mais nul ne doit se croire infaillible. Les pays jeunes ne peuvent qu'exprimer à nouveau leurs aspirations, leurs angoisses ou, comme l'a dit Unamuno, "leur angoisse de paix".

170. M. GONZÁLEZ ALLENDES (Chili) propose de lever la séance.

171. Le PRÉSIDENT annonce que trois représentants désirent encore prendre la parole sur la question à l'ordre du jour: le représentant du Chili, le représentant du Brésil pour une explication de vote, et le représentant de l'URSS qui voudrait répondre à plusieurs observations des orateurs précédents.

172. Etant donné que plusieurs représentants, qui s'intéressent à certains des points non encore discutés de l'ordre du jour, voudraient partir le 2 décembre, le Président invite l'Assemblée à décider s'il y a lieu de lever la séance, ainsi que l'a proposé le représentant du Chili, ou s'il faut continuer le débat et procéder au vote.

*Par 28 voix contre 10, avec 8 abstentions, il est décidé de lever la séance.*

La séance est levée à 18 h. 25.

## DEUX CENT SOIXANTE ET UNIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le jeudi 1er décembre 1949, à 10 h. 45.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

### Condammation des préparatifs en vue d'une nouvelle guerre et conclusion d'un pacte à cinq pour le renforcement de la paix: rapport de la Première Commission (A/1150) (fin)

1. Avant d'expliquer le vote de sa délégation, M. OSTRIA GUTIÉRREZ (Bolivie) tient à procéder à une mise au point à propos de la déclaration faite par le représentant de la RSS de Biélorussie (260ème séance); celui-ci a affirmé que la Bolivie, sous la pression d'intérêts capitalistes des Etats-Unis, avait contracté aux Etats-Unis un emprunt auprès de la firme bancaire *Dillon, Read and Co.* en vue de faire la guerre au Paraguay; cette assertion est absolument inexacte. En effet, la Bolivie avait contracté l'emprunt en question bien des années avant la guerre du Chaco et le montant de cet emprunt a été affecté, dans sa totalité, à la construction de chemins de fer.

2. D'autre part, il est également faux et, de plus, absurde, de soutenir que ce sont les trusts des Etats-Unis qui ont poussé à la guerre en question; en effet, la véritable cause du conflit a été le litige territorial presque centenaire qui avait pour objet le Chaco; si la Bolivie a pu mener cette guerre, c'est grâce aux ressources

que lui ont procuré ses mines et à l'héroïque sacrifice de son peuple.

3. Une telle attitude, inspirée par l'idéal éternel de la patrie, doit évidemment être incompréhensible pour les représentants de pays sans volonté propre, tyrannisés et nourris d'idéologies fanatiques et périssables. Par bonheur, des allégations comme celles du représentant de la RSS de Biélorussie ne sauraient, ni changer la vérité historique, ni altérer l'amitié, aujourd'hui fraternelle, qui règne entre la Bolivie et le Paraguay; après la sanglante guerre du Chaco, ces pays se sont en effet élevés au-dessus de l'adversité et se sont réconciliés.

4. M. Ostria Gutiérrez répète ce que le représentant de la Bolivie a déjà déclaré explicitement à la Première Commission<sup>1</sup>, à savoir: la délégation bolivienne considère comme inacceptable le projet de résolution de l'URSS relatif à la condamnation des préparatifs en vue d'une nouvelle guerre et la conclusion d'un pacte à cinq pour le renforcement de la paix (A/1149). En revanche, elle appuie une fois de plus le projet

<sup>1</sup> Pour la discussion sur ce sujet à la Première Commission, voir les *Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Première Commission, 325ème à 337ème séances.*